La **FHP-MCO**, fédération des cliniques et hôpitaux privés spécialisés en médecine, chirurgie, obstétrique, se félicite de la position affirmée par le Premier ministre **François Fillon** en faveur de la **poursuite de la convergence des tarifs hospitaliers des secteurs publics et privés** en vue de son aboutissement en 2018.

"Le Premier Ministre a rappelé l'**objectif fixé par la loi de faire aboutir le processus de convergence tarifaire d'ici 2018** . Il a également souligné que le fina ncement des hôpitaux ne pouvait pas être fondé - pour reprendre son expression - sur 'des dotations forfaitaire et arbitraires, déconnecté e s de toute notion d'activité médicale' et nous nous en félicitons" , affirme Lamine Gharbi, président de la FHP-MCO, qui regroupe quelque 600 cliniques et hôpitaux privés en France.

"Nous disons maintenant au Premier ministre: chiche ! Il faut sortir des belles formules et passer de la parol e aux actes. L 'alignement des tarifs des prestations hospitalières du public sur ceux du secteur le plus efficient, c'est-à-dire le privé, permettrait à l'assurance maladie de réaliser au moins 7 milliards d'é

conomies, comme l'a rappelé la Cour des Comptes. Q
uand on voit l'état de nos finances publiques et l
e gonflement inexorable de l
a dette sociale, on se demande pourquoi seulement 100 millions d'euros sont prévus dans le Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012
. C'est nettement insuffisant. Il faudrait être sur un objectif annuel d'un milliard par an d'économies pour espérer voir la convergence des tarifs réalisée en 2018. Au rythme actuel, elle ne sera pas achevée avant la fin du siècle
",
poursuit le président de la FHP-MCO.

La FHP-MCO rappelle que la convergence tarifaire est une mesure d'équité élémentaire pour mettre un terme à la discrimination dont sont victimes les cliniques et hôpitaux privés, dont les tarifs de remboursement par la Sécurité sociale pour une même prestation de soins (par exemple une la pose d'une prothèse de la hanche ou une césarienne)
sont de 22% inférieurs
en moyenne
à ceux de l'hôpital public.

A contrario, cela signifie que les hôpitaux publics coûtent 28% de plus à la Sécurité sociale - et donc à la collectivité - pour délivrer les mêmes prestations de soins.

La FHP-MCO demande au gouvernement de s'attaquer enfin aux dépenses en mettant un terme a ux dysfonctionnements et aux gaspillages des ressources et
autres irrégularités dans les hôpitaux publics, dont
les rapports des Chambres régionales des comptes se font régulièrement l'écho.
"Il n'est que de voir le dernier rapport accablant de la CRC
(
[1]
)
sur la gestion calamiteuse
des hôpitaux de Marseille (AP-HM) - 1,2 milliard d'euros de dette pour un budget de fonctionnement équivalent - le fiasco des marchés informatiques entouré de pratiques douteuses
(
[2]
)
et les primes irrégulières versé
e

s aux personnels
,
pour être
tout simplement
effaré de la façon dont l'argent des cotisants sociaux est gaspillé
de façon éhontée",
s'indigne Lamine Gharbi.

La FHP-MCO continue de réclamer un grand plan de performance à l'hôpital qui vise à une plus grande efficience du secteur hospitalier public.